

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 33.339/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 29 avril 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées", a donné le 19 juin 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 33.339/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 29 april 2002 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen", heeft op 19 juni 2002 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE

La directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques, définit en son article 1^{er}, 11), une règle technique comme étant :

"une spécification technique ou autre exigence ou une règle relative aux services, y compris les dispositions administratives qui s'y appliquent, dont l'observation est obligatoire, de jure ou de facto, pour la commercialisation, la prestation de services, l'établissement d'un opérateur de services ou l'utilisation dans un Etat membre ou dans une partie importante de cet Etat, de même que, sous réserve de celles visées à l'article 10, les dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres interdisant la fabrication, l'importation, la commercialisation ou l'utilisation d'un produit ou interdisant de fournir ou d'utiliser un service ou de s'établir comme prestataire de service".

L'article 5 de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées, en ce qu'il tend à déterminer, notamment, les types d'appareils émetteurs ou récepteurs de radiocommunications pour l'utilisation desquels l'autorisation ministérielle prévue par l'article 3 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications n'est pas requise, est une règle technique au sens de la directive 98/34/CE.

L'article 2 du présent projet, dans la mesure où il tend à modifier le champ d'application de cet article 5, doit donc être notifié à la Commission, conformément à l'article 8 de la directive ⁽¹⁾.

Le présent avis est en conséquence donné sous réserve de l'accomplissement de cette formalité. Si, à la suite de celle-ci, le projet devait être modifié, il devrait être à nouveau soumis à la section de législation.

⁽¹⁾ Voy. les arrêts C.J.C.E., 11 janvier 1996 (Commission C.E. c. Royaume des Pays-Bas), 273/94, Rec. p. I-31 <http://europa.eu.int> (19/06/2002) et 7 mai 1998 (Commission C.E. c. Royaume de Belgique), 145/97, <http://curia.eu.int> (19/06/2002).

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

Alinéa 1^{er}

Seul l'arrêt n° 1/91 du 7 février 1991 de la Cour d'arbitrage a partiellement annulé l'article 3 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications. L'arrêt n° 7/90 du 25 janvier 1990 a été rendu sur une question préjudicielle. Cet arrêt ne doit donc pas être mentionné au préambule.

Alinéa 2

1. Les mots "et ses annexes, modifiées par l'arrêté royal du 15 mars 1994" doivent être placés en fin d'alinéa.

2. L'article 2 de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées a été modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1994 et non par celui du 7 octobre 1994.

Cette observation est également valable pour la phrase liminaire de l'article 1^{er} du projet.

3. L'article 12 a été remplacé, et non modifié, par l'arrêté royal du 26 septembre 2000.

Cette observation vaut également pour l'article 5 du projet.

La version néerlandaise de l'alinéa 2 devrait être rédigée comme suit :

"Gelet op het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 maart 1992, het koninklijk besluit van 15 maart 1994 en het koninklijk besluit van 16 april 1998, op artikel 5, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 november 1987, het koninklijk besluit van 2 maart 1992, het koninklijk besluit van 19 juni 1992 en het koninklijk besluit van 26 september 2000, op artikel 6, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 1994 en het koninklijk besluit van 16 april 1998, op artikel 11, op artikel 12, vervangen bij het koninklijk besluit van 26 september 2000, op artikel 21, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 december 1986 en 15 maart 1994, alsmede op de bijlagen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 1994;"

Dispositif

Article 2

1. Dans l'article 5, 4°, en projet, les initiales "CEPT" doivent être remplacées par les mots suivants "la Conférence Européenne des Administrations des Postes et Télécommunications, ci-après dénommée «CEPT»".

2. Le projet gagnerait à définir les abréviations telles que "CT1", "CT1+", "CT2", "DECT", "EUROBALISE" ou "EUROLOOP".

Article 5

La directive 1999/5/CE auquel le projet renvoie prévoit en son article 4 :

"1. Les Etat membres notifient à la Commission les interfaces qu'ils ont réglementées, dans la mesure où lesdites interfaces n'ont pas été notifiées en vertu des dispositions de la directive 98/34/CE. Après avoir consulté le comité suivant la procédure prévue à l'article 15, la Commission établit l'équivalence entre les interfaces notifiées et détermine un identificateur de catégorie d'équipements, dont les particularités sont publiées au Journal officiel des Communautés européennes.

.../...

2. Les Etats membres notifient à la Commission les types d'interfaces qui sont offerts dans ces Etats par les exploitants de réseaux publics de télécommunications. Les Etats membres veillent à ce que ces exploitants publient des spécifications techniques régulièrement mises à jour, précises et suffisantes de ces interfaces avant de rendre les services accessibles au public par ces interfaces. Les spécifications sont suffisamment détaillées pour permettre la conception des équipements terminaux de télécommunications capables d'utiliser tous les services fournis par l'interface correspondante. Les spécifications comprennent, entre autres, toutes les informations nécessaires pour permettre aux fabricants de réaliser, s'ils le désirent, les essais pertinents pour les exigences essentielles applicables aux équipements terminaux de télécommunications. Les Etats membres veillent à ce que ces spécifications soient rendues aisément accessibles par les exploitants."

Le paragraphe 2 de cette disposition est transposé par l'article 92quater de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques qui prévoit que "les opérateurs et exploitants de services offerts sur les réseaux publics de télécommunications publient les spécifications techniques exactes et appropriées de leurs interfaces et ce avant que les services fournis via ces interfaces ne soient disponibles pour le public".

Ainsi que l'a confirmé le fonctionnaire délégué, l'article 12 en projet ne viserait, dans l'intention de l'auteur du projet, que les spécifications des interfaces des équipements hertziens que le ministre entendrait réglementer conformément à l'article 4, paragraphe 1^{er}, de la directive 99/5/CE..

L'article 3, § 3 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications dispose:

"Le Ministre fixe les obligations des titulaires d'une autorisation ainsi que les conditions auxquelles doivent satisfaire les stations et réseaux de radio-communications autorisés. Il peut déléguer son pouvoir d'accorder et de révoquer des autorisations à un fonctionnaire de l'Institut, ci-après dénommé son délégué".

Le pouvoir de réglementer les spécifications techniques des appareils de radiocommunications est donc dévolu par la loi au ministre, lequel ne peut le déléguer à l'Institut ou à un fonctionnaire de celui-ci, et ce d'autant plus qu'il s'agit d'un pouvoir de nature réglementaire. Il va de soi, en outre, que les arrêtés ministériels portant ces spécifications devront être publiés. Enfin, il résulte de la disposition légale précitée que les appareils utilisés par la personne titulaire d'une autorisation doivent répondre aux spécifications techniques arrêtées par le ministre.

L'article 12 en projet est donc une disposition à omettre. L'article 5 du projet doit être remplacé par une disposition abrogatoire de l'article 12 de l'arrêté royal du 15 octobre 1979, précité.

Article 6

1. Au 2°, l'alinéa à modifier est l'alinéa 7 et non 6.
2. La première phrase du 4° sera mieux rédigée comme suit :

"Le dernier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :".

Observations finales d'ordre légistique et linguistique

Plusieurs dispositions de la version néerlandaise du projet sont susceptibles d'amélioration du point de vue de la légistique ou de la correction de la langue. C'est sous réserve des observations précédentes et sans tenir compte de la proposition de texte faite ci-avant au sujet de l'alinéa 2 du préambule, que sont faites ci-après, en guise d'exemples, quelques propositions de texte.

Conformément aux modèles donnés dans "Wetgevingstechniek, aanbevelingen en formules", il faudrait écrire à l'alinéa 5 du préambule : "Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van ...;".

Article 2

La phrase introductive de l'article 5, en projet, devrait être rédigée comme suit : "Behoeven niet de vergunningen ... radioberichtgeving :

1° ...

2° ... het land waaronder het schip of luchtvaartuig ressorteert;

3° ...

4° ...

(...)

d) Klasse I ... toestaat;

Klasse II ... toestaat;

(...)

5° ... drie maanden in het Rijk verblijven;

6° de radiotelefoons ... bepaald in de 27 MHz-band ... een document uitgereikt door het land van herkomst ...

(...)".

Le texte néerlandais de l'ensemble du projet devrait être soigneusement revu.

ALGEMENE OPMERKING

Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften, definieert in haar artikel 1, 11), een technisch voorschrift als zijnde :

"een technische specificatie of andere eis of een regel betreffende diensten, met inbegrip van de erop toepasselijke bestuursrechtelijke bepalingen die de jure of de facto moeten worden nageleefd voor de verhandeling, de dienstverrichting, de vestiging van een verrichter van diensten of het gebruik in een lidstaat of in een groot deel van een lidstaat, alsmede de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen, behoudens die bedoeld in artikel 10, van de lidstaten waarbij de vervaardiging, de invoer, de verhandeling of het gebruik van een product dan wel de verrichting of het gebruik van een dienst of de vestiging als dienstverlener wordt verboden".

Artikel 5 van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen, in zoverre het inzonderheid de soorten zend- of ontvangtoestellen voor radioverbinding wil bepalen voor het gebruik waarvan de ministeriële vergunning voorgeschreven in artikel 3 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving niet vereist is, is een technisch voorschrift in de zin van richtlijn 98/34/EG.

Artikel 2 van het onderhavige ontwerp, doordat het ertoe strekt het toepassingsgebied van dat artikel 5, te wijzigen, moet dus ter kennis gebracht worden van de Commissie, overeenkomstig artikel 8 van de richtlijn ⁽¹⁾.

Het onderhavige advies wordt bijgevolg gegeven onder voorbehoud dat aan dat vormvereiste wordt voldaan. Indien het ontwerp vervolgens gewijzigd wordt, moet het opnieuw worden voorgelegd aan de afdeling wetgeving.

⁽¹⁾ Zie de arresten HvJEG, 11 januari 1996 (Commissie EG tegen het Koninkrijk der Nederlanden), 273/94, Jur. blz. I-31 <http://europa.eu.int> (19-06-2002) en 7 mei 1998 (Commissie EG tegen het Koninkrijk België), 145/97, <http://curia.eu.int> (19-06-2002).

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

Eerste lid

Enkel arrest nr. 1/91 van 7 februari 1991 van het Arbitragehof heeft artikel 3 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving gedeeltelijk vernietigd. Arrest nr. 7/90 van 25 januari 1990 is gewezen naar aanleiding van een prejudiciële vraag. Dat arrest moet dus niet worden vermeld in de aanhef.

Tweede lid

1. In de Franse versie moeten de woorden "et ses annexes, modifiées par l'arrêté royal du 15 mars 1994" aan het einde van het lid worden geplaatst.

2. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 1994 en niet bij dat van 7 oktober 1994.

Deze opmerking geldt eveneens voor de inleidende zin van artikel 1 van het ontwerp.

3. Artikel 12 is vervangen en niet gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 september 2000.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 5 van het ontwerp.

De Nederlandse lezing van het lid zou aldus moeten luiden :

"Gelet op het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 maart 1992, het koninklijk besluit van 15 maart 1994 en het koninklijk besluit van 16 april 1998, op artikel 5, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 november 1987, het koninklijk besluit van 2 maart 1992, het koninklijk besluit van 19 juni 1992 en het koninklijk besluit van 26 september 2000, op artikel 6, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 1994 en het koninklijk besluit van 16 april 1998, op artikel 11, op artikel 12, vervangen bij het koninklijk besluit van 26 september 2000, op artikel 21, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 december 1986 en 15 maart 1994, alsmede op de bijlagen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 1994;"

Dispositief

Artikel 2

1. In het ontworpen artikel 5, 4°, moeten de woorden "CEPT-aanbeveling TR 61/01" vervangen worden door de woorden "aanbeveling TR 61/01 van de «Conférence Européenne des Administrations des Postes et Télécommunications», hierna te noemen «CEPT»".

2. Het verdient aanbeveling om in het ontwerp de afkortingen "CT1", "CT1+", "CT2", "DECT", "EUROBALISE" of "EUROLOOP" nader te omschrijven.

.../...

Artikel 5

Richtlijn 1999/5/EG, waarnaar in het ontwerp verwezen wordt, bepaalt het volgende in artikel 4 :

"1. De lidstaten delen de Commissie mee voor welke interfaces zij regelingen hebben getroffen, voorzover dat nog niet gebeurd is in het kader van Richtlijn 98/34/EG. Na overleg met het comité volgens de procedure van artikel 15 stelt de Commissie de gelijkwaardigheid tussen de aangemelde interfaces vast en kent zij aan de apparatuurcategorieën een merkteken toe, waarvan de bijzonderheden bekendgemaakt worden in het Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen.

2. De lidstaten delen de Commissie mee welke types interface de exploitanten van openbare telecommunicatienetten in een lidstaat verstrekken. De lidstaten zorgen ervoor dat de exploitanten, voordat via deze interfaces verstrekte diensten voor het publiek beschikbaar zijn, de exacte en passende technische specificaties van deze interfaces publiceren en deze publicaties daarna regelmatig bijwerken. De specificaties moeten nauwkeurig genoeg zijn om telecommunicatie-eindapparatuur te kunnen ontwerpen waarmee alle via de overeenkomstige interface verstrekte diensten kunnen worden gebruikt. De specificaties moeten onder andere alle informatie bevatten die de fabrikanten in staat stellen naar keuze de relevante tests uit te voeren met betrekking tot de essentiële eisen die op de telecommunicatie-eindapparatuur van toepassing zijn. De lidstaten zorgen ervoor dat exploitanten gemakkelijk over deze specificaties kunnen beschikken".

Lid 2 van deze bepaling is omgezet door artikel 92quater van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, dat stelt dat "de operatoren en aanbieders van openbare telecommunicatiediensten (...) de exacte en passende technische specificaties van hun interfaces (publiceren) en dit vooraleer de via deze interfaces verstrekte diensten voor het publiek beschikbaar zijn".

Gelijk de gemachtigde ambtenaar bevestigd heeft, is het de bedoeling van de steller van het ontwerp om het ontworpen artikel 12 enkel betrekking te laten hebben op de interfacebeschrijving van de radioapparatuur waarvoor de minister overeenkomstig artikel 4, lid 1, van richtlijn 99/5/EG een regeling wenst te treffen.

Artikel 3, § 3, van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving luidt als volgt :

"De Minister bepaalt de verplichtingen van de houders van een vergunning en de voorwaarden waaraan de toegelaten stations en netten voor radioverbinding moeten voldoen. Hij kan zijn bevoegdheid tot het verlenen en intrekken van vergunningen overdragen aan een ambtenaar van (het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie), hierna te noemen zijn gemachtigde".

De bevoegdheid om een regeling te treffen voor de technische specificaties van de apparatuur voor radioverbindingen is dus door de wet toegewezen aan de minister, die deze niet kan overdragen aan het Instituut of aan een ambtenaar daarvan, en dit te meer daar het gaat om een verordenende bevoegdheid. Het spreekt bovendien vanzelf dat de ministeriële besluiten waarin die specificaties staan, bekendgemaakt zullen moeten worden. Tot slot blijkt uit de voornoemde wetsbepaling dat de toestellen die gebruikt worden door de houder van een vergunning moeten beantwoorden aan de technische specificaties die door de minister worden bepaald.

Het ontworpen artikel 12 is dus een bepaling die moet vervallen. Artikel 5 van het ontwerp moet vervangen worden door een bepaling tot opheffing van artikel 12 van het voornoemde koninklijk besluit van 15 oktober 1979.

Artikel 6

1. In onderdeel 2° moet het zevende lid worden gewijzigd en niet het zesde lid.

2. Onderdeel 4° zou beter als volgt worden gesteld :

"Het laatste lid wordt vervangen als volgt :

«Aanvragers van een vergunning van de 5° de categorie betalen, per aanvraag, 12,5 euro voor deelneming aan het A-examen en 25 euro voor deelneming aan het B- en C-examen»".

.../...

Slotopmerkingen van wetgevingstechnische en taalkundige aard

Verscheidene bepalingen van de Nederlandse versie van het ontwerp zijn voor verbetering vatbaar uit een oogpunt van wetgevingstechniek of correct taalgebruik. Onder voorbehoud van de vorenstaande inhoudelijke opmerkingen en ongerekend het tekstvoorstel dat hiervoren al is geopperd in verband met het tweede lid van de aanhef, worden hierna bij wijze van voorbeeld enige tekstvoorstellen gedaan.

Overeenkomstig de Wetgevingstechniek, aanbevelingen en formules, schrijve men in het vijfde lid van de aanhef : "Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van ...;".

Artikel 2

In de inleidende zin van het ontworpen artikel 5 schrijve men : "Behoeven niet de vergunningen ... radioberichtgeving :

1° ...

2° ... het land waaronder het schip of luchtvaartuig ressorteert;

3° ...

4° ...

(...)

d) Klasse I ... toestaat;

Klasse II ... toestaat;

(...)

5° ... drie maanden in het Rijk verblijven;

.../...

6° de radiotelefoons ... bepaald in de 27 MHz-band ... een document uitgereikt door het land van herkomst ...

(...)".

De Nederlandse tekst van heel het ontwerp zou zorgvuldig herzien moeten worden.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs
de Heren

P. LIÉNARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPÉRÉE,

assesseur de la section de législation,
assessor van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS